

M. Rockefeller, pour ne plus recevoir d'escarilles dans l'œil, quand il joue au golf, fait exécuter des travaux qui coûteront 5 millions de dollars, soit 125 millions de francs.

Les journaux.

Mort au régime capitaliste qui permet de tels défis à la misère.

Le libertaire

Rédaction : Administration : R. Frémont, 72, rue des Frères, Paris (2^e) (Circulaire postale : N. Faucier 2165-35)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 50 fr.
Six mois... 21 fr.	Six mois... 25 fr.
Trois mois... 10 fr.	Trois mois... 12 fr.
Chèques postaux : N. Faucier 2165-35	

Les anarchistes veulent instaurer le milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

SUR L'ARÈNE MONDIALE

COMÉDIANTE ! TRAGÉDIANTE !

La conférence de Londres a enfin décidé de clore ses travaux. Parce qu'à force de pourparlers stériles il fallait tout de même bien en finir et parce qu'un accord général était impossible, on s'est décidé en *extremis* à une convention tripartite (Etats-Unis, Angleterre, Japon) et... aux vacances navales jusqu'en 1936.

Tel quel, l'expédition imaginée peut toujours, sinon faire croire au succès complet de la conférence, tout au moins en masquer l'échec brutal. Quant aux résultats pratiques obtenus, c'est une autre affaire.

Nous ne parlerons pas bien entendu de « désarmement ». La troisième partie du traité qui concerne la limitation des navires auxiliaires des 3 puissances contractantes, renferme une clause dite de « sauvegarde », au cas où « les besoins défensifs de l'une de ces puissances viendraient à être affectés par un changement des circonstances ». Autrement dit cette clause délie toutes les autres. On s'en doutait un peu. Dès que nos gouvernants parlent « pacifisme », cherchez la clause de « sauvegarde » !

Au reste, nous l'avons déjà répété à maintes reprises, il s'agit moins dans l'esprit des puissances navales d'une limitation que d'une réadaptation des armements. A cet effet, on a décidé de diminuer les dimensions des croiseurs ; ces derniers étant trop coûteux, et en sus, d'une utilisation reconnue de moins en moins pratique. De ce fait, l'Angleterre, en ce qui la concerne, compte réaliser un bénéfice de 50 millions de livres sterling ; c'est là une fiche de consolation sur laquelle on argumente beaucoup en Grande-Bretagne afin de masquer une plus grave défaite. Car le vainqueur de la conférence de Londres c'est bien l'impérialisme américain, qui réussit pour la première fois à imposer à son vieux rival britannique la parité navale à laquelle il aspire depuis la guerre. L'Angleterre, elle, perd du même coup la suprématie des mers qu'elle se croyait à jamais acquise. Dans le conflit Europe-Amérique, cette dernière vient encore de gagner un point à Londres.

De leur côté, la France et l'Italie s'efforcent de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Le ton, de part et d'autre, est devenu plus modéré. Peut-être même éprouve-t-on un soulagement en considérant que, de cette manière, le champ reste libre à toutes les possibilités pour l'avenir...

Voilà donc un beau bilan pour une conférence dite « de désarmement ». De désarmement, aucun ; pas même de réduction d'armements, tout au plus une réadaptation de la marine de guerre, enfin la substitution d'un accord partiel et combien fragile à la concurrence. Mais c'est avec cela qu'on berne les peuples. Comédiantes !

Tandis que prennent fin à Londres les palabres à l'issue desquelles l'Angleterre voit s'effondrer son titre à l'hégémonie navale, dans sa plus fructueuse colonie un mécontentement, voisin de la révolte, grandit menaçant.

Aux Indes, la campagne gandhiste se poursuit, gagne chaque jour du terrain et, à mesure qu'elle prend de l'ampleur, une plus large signification s'en dégage.

L'empire britannique n'a pas encore fait arrêter le leader, sentant combien, en l'état de surexcitation actuel des esprits, cette mesure serait peu politique. Il n'a pas la maladresse de faire un martyr du « Mahatma ». Déjà les quelques arrestations opérées par les autorités anglaises ont soulevé une violente indignation. A chaque nouvelle condamnation d'un indien pour violation du Monopole de la gabelle, des manifestants attroupés autour des tribunaux, entrent en collision avec la police. Celle-ci, aux ordres du socialiste et « pacifiste » Mac Donald a déjà fait de nombreuses victimes. Gandhi lui-même, se sentant en état de légitime défense, ne se borne plus à préconiser la non-violence tout court, mais la non-violence agressive.

C'était inévitable. Sans vouloir prédire que nous sommes à la veille de nouveaux massacres d'Amritsar on peut prévoir qu'à mesure que la campagne national-révolutionnaire s'accroît, elle sera amenée à prendre un caractère nettement offensif. L'Angleterre qui sent le danger bien qu'elle affiche un optimisme de commande, est prête à exterminer les rebelles.

Les puissances européennes, de leur côté se voient peu à peu menacées. L'Inde se libérant, c'est l'Indochine qui échappe à la France. Aussi que les événements s'aggravent tant soit peu et nous verrons se réaliser le front unique des impérialistes européens contre le mouvement de libération de l'Inde. Il faut entendre, au sujet des incidents de Yen Bay, les cannibales de la presse pourrie, hurler à la mort ; de-

main ils s'attaqueront aussi bien à « la grande âme », s'ils s'aperçoivent qu'il devient dangereux.

Attendons donc les événements dans l'espérance qu'ils résulteront d'un coup porté contre l'impérialisme britannique et qui atteindra, par contre-coup, l'impérialisme français. Mais cela ne se fera pas sans un sacrifice sanglant. Déjà le gouvernement socialiste de Grande-Bretagne prépare des hécatombes de travailleurs dans l'Inde. Tragédiantes !

Lucile PELLETIER.

LA SOCIÉTÉ ET « LA PEINE DE MORT »

Ce châtiment suprême « la peine de mort », appliqué à des individus coupables d'assassinats ou autres crimes, fut de tout temps, dénoncé avec énergie par des hommes convaincus de son « immoralité ». D'abord et de son « inefficacité » ensuite, comme moyen de répression de la criminalité, et aussi et surtout, comme moyen préventif susceptible d'entraîner celle-ci.

Les hommes semblent ignorer le rôle infâme de la société, qui prétend faire justice d'un crime en commettant un autre crime. Soulever à nouveau cette question de l'abolition de la peine de mort, c'est involontairement, s'attirer les malédictions, au premier chef, des intéressés à l'application de cette peine (et ils sont nombreux) et en second lieu, de la foule immonde, qui, les matins « d'exécution capitale » joute bestialement de cet horrible spectacle. Il importe peu que ceux-là hurlent à nos trousses, l'essentiel, c'est que les gens s'entendent, que n'importe pas les préjugés, sentent l'infamie hypocrite d'une société, qui applique la peine de mort à des misérables dont les crimes, aussi horribles soient-ils, sont engendrés par le milieu et les grandiront. L'infamie hypocrite d'une société, qui applique la peine de mort à des misérables dont les crimes, aussi horribles soient-ils, sont engendrés par le milieu et les grandiront. L'infamie hypocrite d'une société, qui applique la peine de mort à des misérables dont les crimes, aussi horribles soient-ils, sont engendrés par le milieu et les grandiront.

A l'appui de ces affirmations, les débats de la 2^e session des assises du Finistère, viennent nous donner raison. L'accusé, triste et désemparé, a été condamné à la peine de mort. Son crime est horrible et l'on se refuse à croire que tant de monstruosité puisse être le fait d'un être normal : à la nuit, le misérable pénétre chez une veuve, vivant retirée avec sa filleule, s'approche d'elle, la baise, repousse la filleule, la frappe sauvagement la mère puis l'étranglé malgré les sanglots et les prières de l'enfant et assouvit sur le cadavre son atroce désir. Se saisissant ensuite de la mignonne, l'étrangle et profane le petit cadavre. La bête repue, incendie la maison après avoir volé les économies de ses victimes. Telle est l'histoire réelle. Crime d'un détraqué, d'un anormal ?

Non, disent les médecins aliénistes chargés d'examiner l'assassin !

Si, réplique le défenseur, qui, au cours de sa plaidoirie met en évidence la jeunesse lamentable de l'accusé, passé à la colonie pénitentiaire de Belle-Isle, au contact de misérables gosses déjà certains d'être des criminels dans ce bague d'enfants où l'on ne se réhabilite pas, mais où l'on progresse davantage dans le mal. Plus tard, dit encore le défenseur, lors de la grande guerre « Floch fut utilisé au front comme nettoyeur de tranchées. Ses instincts pervers » y ont tout naturellement trouvé à s'employer. Ce n'était pas là un retour possible à la vie normale. Le contraire eût été plutôt... étonnant !

Quand bien même, le crime de Floch n'a pas d'excuses !

Eh bien, si, il en a une, c'est de ne pas être responsable de ses actes, car la criminalité, la vraie coupable, c'est la société ! En effet, ne permet-elle pas qu'une immense armée de gosses — gosses de pauvres, gosses de parias — minables, les plus souvent privés de tout — surtout de tendresse — soit le réservoir où cette goule puante sans cesse et sans remords, pour attirer ses épouvantables bagnes d'enfants, Floch, ce monstre de perversité, est l'enfant produit résultant d'une situation créée, voulue par une classe privilégiée, qui pousse à la fange à force d'exploitations et de misères, des enfants du peuple.

Vos colonies pénitentiaires, vos maisons de corrections, vos bagnes d'enfants, ô bourgeois, sont un défi à la conscience humaine, car ce sont des lieux de souffrances et de corruption. Les sombres personnages qui président aux destinées de ces pauvres gosses, considèrent leurs fonctions uniquement comme du dressage de brebis galeuses ! A leur majorité, ces « brebis galeuses » sont happées par la caserne, qui elle-même, n'a rien de moralisatrice.

La suppression de la criminalité par la peine de mort, ne changera rien, pas plus que la prison ou le bague. Les soutiens de la société le savent fort bien, et c'est encore le défenseur de Floch qui le jeta à la face des jurés et des juges aux Assises de Quimper, quand il s'écriait : « Si vous ne condamnez à mort, messieurs les jurés, « s'oyez logiques avec vous-mêmes. Ne vous contentez pas de faire exécuter cette maigre besogne par d'autres, au petit jour » et comme en cachette. Venez tous au rendez-vous, assister à ce spectacle ».

Les crimes fleuriront tant qu'une société inhumaine maintiendra la misère, la corruption, l'inégalité. Tant qu'elle entretiendra des institutions qui engendrent des instincts pervers et féroces et dont les tristes produits humains sont fatalement préposés à ses bagnes et à ses échafauds.

René MARTIN.

NOTRE CONGRÈS

Ainsi qu'il a été annoncé dans notre dernier numéro, le Congrès de l'Union Anarchiste aura lieu à partir du samedi 19 courant, à 9 h. du matin, 10, rue Dupetit-Thouars (Métro République ou Temple)

Les groupes qui ont été consultés sur les modalités de tenue de ce Congrès ont été instamment invités à se faire représenter directement ou à faire connaître leur point de vue sur les questions à l'ordre du jour.

Il est rappelé que la première journée, LE SAMEDI 19 AVRIL, est consacrée au Congrès élargi. A ce Congrès sont conviés les individualités ou groupements communistes-anarchistes, adhérents ou non à l'U. A. C. R.

L'ordre du jour de cette première partie du Congrès est ainsi fixé :

LES PRINCIPES ANARCHISTES

L'ACTION DES ANARCHISTES

L'ORGANISATION DES ANARCHISTES

LE SYNDICALISME DES ANARCHISTES

En plus de ces questions de doctrine, il sera discuté pendant les jours suivants, réservés aux délégués de l'U. A. C. R. :

RAPPORT MORAL ET FINANCIER DE L'U. A. C. R.

LE « LIBERTAIRE » ET LES ŒUVRES DE L'U. A. C. R.

QUESTIONS DIVERSES.

Pour la Commission d'organisation : BOUCHER, MUALES.

PANEM ET CIRCENSES

L'HYSTÉRIE SPORTIVE

Nous assistons régulièrement, à certaines époques de l'année, à un véritable déchaînement d'animalité, chez les jeunes.

Ainsi, en hiver, lors des 6 jours ; l'été, quand vient le Tour de France.

Cette année, les passions se sont haussées à un diapason qui semble n'avoir pas été atteint jusqu'alors.

C'est avec une fougue frénétique que l'immense majorité de la classe ouvrière, dans ses éléments les plus jeunes, donc dans ceux qui devraient nous laisser la plus d'espoir, suit les compétitions idiotes dans le genre de celles des Six Jours et du Tour de France.

Dans la rue, à l'usine, au bureau, au café, dans le métro, regardez les gens.

Que lisent-ils ? L'Auto, l'Echo des Sports, le Miroir des Sports, Match.

De quoi parlent-ils ? Boxe. Six Jours. Pélissier, Blanchonnet, etc.

Pourtout. C'est une véritable obsession.

Vous n'avez pas un instant de répit à espérer. Les sportifs vous poursuivent partout de leurs conversations abruptes. C'est triste.

Les Six Jours ont donné lieu dans la presse à un débordement sans précédent de polémiques passionnées et de commentaires virulents.

La dernière nuit, on s'est écrié aux portes du Vel'd'Hiv. Ça a été un délire.

Une équipe française a triomphé.

On a beau être communiste. Ça fait quand même quelque chose — là, du côté du cœur — de voir triompher des gars du pays !

Bravo Pélissier ! Vive Blanchonnet !

Dumesnil a des difficultés à la Conférence Navale. C'est vrai, mais tout de même les nôtres ont remporté la victoire au Vel'd'Hiv.

Ceci compense cela.

Plus n'est besoin de regarder la colonne pour se sentir fier d'être français, comme le voulait le poète.

Finis, ces temps romantiques.

Maintenant, il suffit de jeter un coup d'œil sur les palmarès que publient les gazettes sportives.

Quand les français sont à l'honneur, il paraît que cela leur arrive quelquefois, il faut voir quelle est la joie — et une joie honnête, de bon aloi, pas une joie qui sonne faux — dans les ateliers, les bistrotts, les bureaux.

On s'aborde, le lundi matin, le visage radieux et l'œil émerillonné : C'est Machin qui a gagné Paris-Bruxelles. Y a pas à dire, va, c'est bien les bicyclettes Chose et les pneus Truc qui sont les meilleurs.

Dimanche soir, si nous en croyons les papiers publics, un véritable transport de triomphe et de folie s'est élevé à l'annonce du succès de Pélissier-Blanchonnet.

Les cocardiers s'en donnaient à cœur joie.

La victoire tricolore fit exulter le bon public.

Bien entendu, Marseillaise et re-Marseillaise.

Le bon public, évidemment, ne connaît rien et ne veut rien connaître des dessous de ses entreprises.

Il ne veut pas ouvrir les yeux. Ces compétitions, qui, même si elles n'étaient point truquées, seraient idiotes, il les croit franches et honnêtes.

Les combines commerciales, publicitaires, il les veut les ignorer.

N'essayez pas de lui ouvrir les yeux, il ne vous croirait pas.

De reste la presse et les impresarios, les Desmarests et les Degrange, s'entendent à merveille pour créer une psychose de fièvre et de passion autour de la ronde infernale. Les sportifs, gobeurs, ne voient pas la mascarade que leurs exploitateurs jouent derrière leur dos.

Dans cette hystérie sportive, des tas d'industriels trouvent leur compte.

Il faut voir le dévergondage publicitaire dans l'Auto ou l'Echo des Sports au lendemain des grands événements sportifs.

Par ailleurs, loin de faire une génération forte et saine, cette hystérie sportive produit en série les émasculés et les abrutis.

Physiquement elle exténue ceux qui y participent. Moralement elle les hébète chaque jour un peu plus.

Les gouvernants sont heureux de ces faits. Fidèles à la tradition du panem et circenses, ils savent très bien que cette génération est apte, physiquement et moralement au carnage.

BARCELONE.

UNE MISE EN GARDE

Quelques camarades algériens dont Saïl Mohamed s'étaient donné rendez-vous l'autre dimanche au Pâquis Doré pour former un comité de défense des indigènes. A la sortie de leur réunion, ils furent cernés par la police qui les invita à montrer leurs papiers. A ce sujet, Saïl Mohamed nous prie de mettre en garde les indigènes contre une institution qui s'intitule « Le Foyer de l'indigène », qui a son siège, 6, rue Lecomte et a pour directeur un certain Gerolami. Sous le prétexte de leur procurer du travail, les indigènes sont attirés, on leur établit une carte d'identité. Ce « Foyer » ne serait qu'une officine policière. Saïl Mohamed ayant reconnu parmi ceux qui examinèrent ses papiers un individu qui « travaillait » chez de Gerolami.

LES ÉGOUTS DE LA SOCIÉTÉ

POLICE ET POLICIERS

II

L'enquête menée par André Salmon et dont nous avons parlé dans un numéro précédent du *Libertaire* a été brusquement close, non seulement à cause de l'impossibilité de l'échec complet de la police dans l'affaire Almazian.

Il n'en reste pas moins que nous devons la suivre dans les quelques chapitres qui l'ont terminée.

Après les éloges de Chiappe, l'enquête avait cru bon de faire ceux de M. Benoist ; personne n'ignore que l'on a été obligé de le placer dans un autre service, vu la responsabilité qu'il avait dans l'assommoir du tailleur arménien.

M. André Benoist qui a commencé simple inspecteur, paraît-il, a monté en grade, grâce à certaines mauvaises actions accomplies à l'armée d'Orient ; il eut un moment l'idée de faire des affaires, mais il fut croqué qu'elle ne lui réussit pas, puisqu'il réintégra l'administration. Quant à dire que l'affaire Garibaldi rendit populaire M. Benoist, c'est une profonde erreur, ce qui rendit surtout célèbre l'homme du quai des Orfèvres, c'est son échec dans l'affaire Rigaudin et sa cruauté envers Almazian.

C'est dans le service des garnis qu'est comprise la brigade mondaine, celle qui surveille le monde et demi-monde, celle dont les rapports forment les dossiers avec lesquels l'on peut fermer la bouche à un parlementaire ou même à un ministre, quand on lui apprend qu'il a le goût des fillettes un peu tendres et que cela causerait du scandale, si une feuille quelconque le faisait connaître au public.

C'est parmi les commissaires aux délégations judiciaires que nous trouvons M. Pas-Bidet, lequel nous constitue pour André Salmon un beau nom de la vieille France des Fabliaux, nous croyons plutôt que ce monsieur a un nom de repopulateur (fait pas de bidet) et que son ancienne charge de commissaire aux Enfants-Rouges l'a seule désigné à la haute fonction de retrouver le général Koutouff, ce général blanc.

Nous passons ensuite aux inspecteurs de la P. J. et à la cuisine, entendez par là, la pièce dans laquelle ces messieurs ont l'habitude de se sortir la veste, de retrousser leurs manches et de taper sur l'inculpé (quelquels soit le témoin) jusqu'à ce que celui-ci dise tout ce que l'on veut qu'il avoue.

L'enquête du *Petit Parisien* nous a appris que sur 5 inspecteurs, 4 provenaient directement de l'armée ; ça n'a rien d'extraordinaire, tout le monde connaît la manière des sous-officiers et des adjudants, leur mentalité de brute épaisse, leur docilité à obéir aveuglément aux ordres reçus, leurs vices (sadisme et alcoolisme) en font de merveilleux candidats pour l'office du 36.

C'est rue des Saussaies que se trouve le G. Q. G. de la Sûreté générale, c'est là que dorment dans les profondes armoires des fameux dossiers secrets, véritables cloaques du régime républicain, et dont la publication même après une révolution — serait impossible, à cause des suicides et des conséquences qui en résulteraient.

Dans le fond, la Sûreté générale, qu'on le veuille ou non, aboutit à la police d'Etat des régimes abolis, c'est de là, que partent les ordres, dont l'accomplissement devait provoquer l'affaire Syvoton, le suicide (?) l'Almeryda, la mort de Mme Blanc d'abord et celle de Rigaudin ensuite.

Une police mobile dont le réseau s'étend dans toute la France seconde la gendarmerie dans sa tâche de recherches criminelles, elle s'occupe des espions, des malfaiteurs organisés en bande et des faiseurs de lettres anonymes ; dire comme M. Salmon, que ses inspecteurs ont besoin d'aller à l'école du Docteur Locard est une chose puérile, chacun sait qu'à l'école, certains témoignages se résistent déjà comme de futurs policiers, ce sont ceux qu'on appelle des « cafards » qui rapportent quand le futur policier rentre, tout ce qui s'est passé pendant son absence. Habituellement d'ailleurs, ceux qui sont victimes de ce mouchardage, allongent à la sortie quelques gongs au futur serviteur de l'ordre bourgeois.

Et nous en arrivons enfin à ces personnages plus infects encore que le policier professionnel, nous voulons parler de l'indicateur et du mouchard. Dans presque toutes les affaires criminelles, le coupable n'est retrouvé que grâce à de tels individus et presque jamais grâce au flair des policiers, les combinaisons de Sherlock Holmes sont du domaine de l'imagination de Conan Doyle, et c'est les fonds secrets qui servent à alimenter ces peu reluisants personnages.

Beaucoup plus dangereux dans les milieux politiques, c'est grâce à eux que les meilleurs des camarades étrangers sont expulsés pour leur activité politique, c'est eux qui renseignent sur les lieux, les heures de réunion, allant même jusqu'à se faire arrêter en même temps que leurs victimes et nous en trouvons une merveilleuse peinture dans le volume de V. Serge, intitulé *Les coulisses d'une sûreté générale*, lequel soulève un coin du voile de cette agence de police politique qu'étaient sous les tsars l'Okhram.

Le mouchard n'est pas l'apanage d'un parti, il est — c'est malheureusement vrai — dans tous les milieux qui pourraient devenir dangereux pour la solidité et la durée du régime républicain, et je ne vois pas pourquoi l'enquêteur du *Petit Parisien* a cru qu'il l'écrirait : « Les compagnons à feu double, si nombreux dans les cercles anarchistes... » Il sait bien que pour de l'agent, l'on fait des besognes peu roborantes et qu'il peut bien y avoir des indicateurs dans les milieux anarchistes, puisqu'il y a des postes-journalistes, louangeurs de policiers.

Il vaut mieux, en définitive conserver un homme que l'on soupçonne être un mouchard que le chasser d'une organisation

révolutionnaire, on ne lui confie aucune des choses qui pourraient être dangereuses pour l'organisation, et il est si facile de le prendre en flagrant délit ; si d'ailleurs, on le brûle, il est immédiatement remplacé par un autre que l'on ne connaît pas, ce qui peut être plus dangereux ; enfin, quand on est parvenu à lui faire avouer son forfait, il est des façons de le guérir, à jamais, de servir d'une police.

Et puis, brusquement, après quelques années sur certains indicateurs, l'enquête de M. André Salmon s'arrête subitement ; déjà, dans les coulisses, l'on savait quelle conclusion allait avoir l'affaire Almazian, l'on avait déjà décidé le déplacement de M. Benoist, mais l'on avait aussi essayé par l'enquête du *Petit Parisien* de donner à cette institution néfaste qu'est la police, un semblant de réputation et de vertu qu'elle n'a nullement, c'est d'ailleurs une chose impossible, prenez l'homme le meilleur et mettez-le policier, il devient une crapule à cause des pouvoirs étendus qui lui sont dévolus.

Je sais bien que la bourgeoisie soutient que la police est indispensable au bon maintien de l'ordre et qu'elle traite les révolutionnaires de fauteurs de troubles ; il est pourtant une période qui semble prouver le contraire, la Commune ; je trouve, en effet dans la *Guerre Civile en France*, de Karl Marx, un passage qui semble prouver que la police n'est pas utile à la sécurité des citoyens, il y dit notamment : En 1871, c'était la première fois depuis les jours de février 1848 que les rues de Paris étaient sèches, et cela sans aucune espèce de police.

« Nous n'entendons pas plus parler d'un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agressions, on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle, à Versailles, toute sa clientèle conservatrice. »

Les cocottes (prostituées de l'époque) avaient suivi à la piste leurs protecteurs, les francs fileurs, gardiens de la propriété, et de la religion et, par-dessus tout de la propriété.

Combien apparaît vrai, cette constatation faite par Karl Marx de la période de la Commune, et combien elle est symbolique, puisque la police est, en effet, le parasite nécessaire des gardiens de la propriété, et que ce n'est qu'en supprimant ces derniers, que nous ferons disparaître du monde, cette bête sociale : le policier.

R. G.

PROPOS D'UN PARIA

Le camarade Saïl Mohamed poursuit avec persévérance la tâche qu'il s'est imposée et qui consiste à dresser l'opinion ouvrière contre les abus, les exactions de toutes sortes qui sont commises sur la terre d'Afrique, au détriment des malheureux indigènes.

C'est là une besogne ardue et qui se heurte à l'indifférence quasi-générale. L'indigène, c'est le « bicot », celui que l'on conduit à la trique après l'avoir dépouillé, c'est l'esclave juste bon à aller, à l'occasion, engraisser de sa chair les champs de carnage de la barbarie capitaliste.

Si l'reste dans son pays natal, l'indigène a le droit de travailler — pour rien — de souffrir, de payer... et de se taire. Si l'rouspe on le mait.

Cent ans après la fameuse conquête que relatent avec la fanfare publicitaire que l'on sait — l'agence Havas a reçu pour cela quelques « unités », — les personnages les plus représentatifs de la république des droits de l'homme, il s'est trouvé dernièrement un parlementaire pour demander que l'on étende aux indigènes le droit de vote.

Cette idée saugrenue a été accueillie avec tous les sarcasmes adéquats par le journaliste d'affaires qui gouverne actuellement la France, C'était, d'ailleurs, un fichu cadeau à faire aux indigènes. La plus petite récapitulation de leur patrimoine leur aurait, certainement, été plus sensible.

A cela, naturellement, il ne faut pas songer. Opprimé, dépouillé, frappé, la vie lui étant impossible, chez lui, l'indigène fait son bled et vient en France où l'attendent d'autres exploitations, mais où il trouve quand même un semblant de liberté. Pour lui, les plus dures besognes et les moins rémunérées.

On lui reproche souvent ses débordements qui ne sont pas ceux de « vrais civilisés ». Ils ne sympathisent pas toujours avec ses frères en exploitation de la métropole. Il est le plus souvent méprisé et d'aucuns protestent contre l'invasion de cette main-d'œuvre qui jette la perturbation sur le marché du travail.

Pourtant, les « bicots » si méprisés, n'ont-ils pas cent raisons pour une de révolte par la haine du « roumi » à tous les maux causés par les hauts faits d'armes des glorieux conquérants qui razzient, brûlent leurs villages, s'approprient leurs terres, leur bétail et massacrent sans pitié ceux qui oseraient s'opposer (ou qu'ils jugeaient susceptibles de le faire) à leur domination ?

On a lu, à ce propos, dans le dernier numéro du *Libertaire*, quelques extraits de lettres de soudards bien suggestifs.

Certes, l'indigène est, à part quelques rares exceptions, un être victime d'un tas de préjugés dont le religieux n'est pas le moins. Mais rien ne prouve qu'il soit indéquable et je pense que ceux qui s'efforcent de lui faire comprendre que l'exploité français n'est pas son ennemi mais, au contraire, une victime comme lui de l'oppression capitaliste font un bon travail qu'il convient d'encourager et d'aider. — Pierre Mualdes.

DANS LE JARDIN LE FLIC ROI

Il a été publié dans le *Libertaire*, du Manuel d'histoire de la Fédération de l'Enseignement, ouvrage fondé sur la conception matérialiste de l'histoire, et accordant aux faits économiques toute leur valeur essentielle. Au cours de la discussion du budget de l'Instruction publique, Léon Bérard a jugé bon de partir à fond de train contre le Manuel. Nous extrayons de son discours, paru au *Journal Officiel*, les passages suivants :

Il était intéressant de relever les accusations du nationaliste Léon Bérard contre le Manuel de la Fédération de l'Enseignement. Car, considérées au point de vue révolutionnaire, elles constituent le meilleur louange du livre, le premier à subordonner l'histoire politique à l'histoire économique, et à donner sa place véritable à celui qui depuis des siècles le rôle le plus pur et le plus émouvant : le peuple.

De Louzon, le spécialiste bien connu des questions économiques, ces réflexions sur la rationalisation :

Pan rapport à ce qu'elle était il y a cent cinquante ans, la productivité du travailleur a centuplé ; jouit, pour cela, de plus de richesses ? Le machinisme, la révolution industrielle qui a apporté le métier mécanique, la machine à vapeur et la fabrication de l'acier par fusion, a accru la productivité du travail humain dans de telles proportions que ne sauraient le faire les méthodes dites de « rationalisation » ; elles n'ont cependant pas amené d'avantage de bien-être pour le travailleur ; au contraire, leur résultat immédiat, le seul jusqu'à présent, est la classe ouvrière s'organise et lutte, fut de plonger les travailleurs dans une misère épouvantable, d'abaisser le niveau de vie populaire à un niveau où il n'était encore jamais descendu qu'aux plus sombres heures de l'histoire. L'ouvrier, grâce aux nouvelles techniques, produisant beaucoup plus de richesses que précédemment, mais de ce surplus de richesses il n'avait aucune part : tout ce qu'il produisait en plus allait aux classes parasites, à l'élite qui s'enrichissait de la bourgeoisie.

Pourquoi voudrait-on qu'aujourd'hui il en soit autrement ? Pourquoi voudrait-on que l'accroissement de richesses dû à la rationalisation aille plus dans la poche de l'ouvrier qu'il n'y en a eu de celles, autrement considérables, dues au machinisme ?

Accroissez d'autant que vous voudrez la production ; tirez de la bête humaine le maximum d'efforts ; pas une parcelle de ces richesses produites par l'effort du travailleur n'ira au travailleur, tant que ne sera pas modifié le mode de répartition ; tant que la force ouvrière n'aura pas conquis tout ou partie des richesses que son travail produit, et dont les autres jouissent.

A dédier à tous les Dubreuil de la terre.

LECTOR.

PROPRIÉTÉ ET ARGENT

Une grande erreur révolutionnaire consiste à croire que l'on peut supprimer l'une tout en conservant l'autre. Quand on étudie la question paysanne à fond, on s'aperçoit bien vite que « propriété » et « argent » sont les deux faces d'une même médaille qui déterminent l'existence même du régime capitaliste.

La propriété paysanne, disent socialistes et bolchevistes, est un instrument de travail tout comme l'outil du forgeron, le métier du tissard, etc., on ne peut songer à en priver le paysan sans risquer sa colère.

Notons d'abord que les faits se sont chargés de démentir cette thèse. Les moujiks, devenus propriétaires sans être devenus révolutionnaires, finissent, peut-on soutenir, la « propriété » à l'acte juridique, naissant à la fois du droit de possession sur telle partie du sol puisse être considérée comme un instrument de travail ? Il y a là une fausse interprétation.

Le sol, le sous-sol, l'air, la mer, les éléments, le soleil, qui, fécondent la vie, sont des instruments de travail, mais des instruments que l'homme exploite avec des « instruments, des outils » qui perfectionnent sans cesse et qui sont nécessaires à ses diverses tâches.

La réponse jaillit des faits. La propriété est un acte de spoliation de la collectivité par l'individu. L'objet de la propriété paysanne est un élément naturel, la portion du sol distribué par tout collectif, dont un individu s'empara, qu'il exploite par un « outillage approprié » et dont il tire des profits qu'il se réserve exclusivement.

Aussi longtemps que la propriété « juridique » sera reconnue comme un droit, le paysan sera fondé à vouloir disposer sans contrôle des biens qu'il crée par son travail. Car, le titre de « propriété juridique » exprime un droit « réel » du paysan sur son bien, et « jamais » un homme n'admettra, ne consentira à voir la collectivité s'emparer d'une production individuelle après avoir admis le droit de propriété « réel » de cet homme sur sa terre.

Ergisme ? oui, mais l'homme est égoïste et ne cesse de l'être que lorsque la solidarité lui apparaît comme le seul moyen de conservation de sa vie, de son bien-être, de sa liberté. A ce propriétaire, vous imposez un contrôle qui lui paraît insupportable et vous ne pensez même pas à lui offrir, en échange, ce que les perspectives d'enrichissement qui lui sont ouvertes, grâce à la « valeur d'échange » l'argent.

Alors, le paysan consent à travailler, certain, si même bien son affaire de pouvoir s'enrichir, capitaliser, et la vieille société recomposée, offrant à la spéculation des garanties jusqu'alors inconnues.

L'argent ? c'est l'écueil de toute révolution sociale, vouloir réaliser l'égalité économique des hommes en proclamant l'inaliénabilité de la petite propriété paysanne, et en conservant l'argent comme valeur d'échange c'est aller à l'encontre du but poursuivi en consacrant comme des forces révolutionnaires les facteurs qui ont permis l'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'en ne vienne pas dire « Ces forces contrôlées par la collectivité achèveront progressivement la société vers le communisme »... C'est faux. Un faux monstrueux dont nous étudierons plus tard les mobiles.

Non, le maintien de la propriété juridique et contrôlée ne peut pas être l'espérance, au contraire, l'assurance collective, donnée à la petite propriété, en développant l'espérance légitime du petit propriétaire, et élargit le fossé entre ceux (les propriétaires) qui n'ont rien et qui doivent protéger ceux qui disposent « en fait » de tous les biens de la vie : le sol, le bled, l'aliment.

LISEZ ET FAITES LIRE
le livre par excellence
de propagande anarchiste :
PAROLES D'UN REVOLTE
par Pierre KROPOTKINE
PRIX : 6 Francs
Franco recommandé : 7 Fr. 25
En vente à la
LIBRAIRIE D'EDITIONS SOCIALES

EN BULGARIE
Toujours l'arbitraire

Nous avons dénoncé maintes fois dans les colonnes de la presse anarchiste de tous les pays l'arbitraire du gouvernement fasciste à l'égard des communistes politiques qui souffrent dans les geôles bulgares. Malgré la lutte continuelle de nos camarades qui eurent plusieurs fois recours à la grève de la faim, malgré les protestations individuelles et collectives de tous les communistes politiques, malgré nos protestations et celles de nos camarades de Bulgarie auxquelles se sont jointes des personnalités de gauche de l'étranger, l'arbitraire gouvernemental continue, comme par le passé.

Ainsi les dernières nouvelles qui nous parviennent de nos camarades de la Bulgarie nous font connaître la nouvelle incarcération dans les cachots de la prison départementale de Sliven de nos camarades : Ivan Ghuleff, Nicolas Jeleff, Ivan Baramoff et Baychevcheff. Le premier fut puni à quinze jours de cachot pour avoir essayé d'envoyer des lettres sans les faire passer par les mains de l'administration pénitentiaire qui ne permet aux emprisonnés politiques d'écrire soit à leurs parents, soit à leurs amis qu'une seule lettre par mois.

Les trois autres camarades furent enfermés dans les cachots pendant cinq jours pour avoir lu des livres anarchistes que les gardes communistes ont découvert au cours d'une perquisition de nuit.

Par ces brimades continues M. Liancheff et ses sbires n'ont cessé d'examiner à tout prix les victimes de son régime sanglant. Il appartient aux anarchistes bulgares, aux anarchistes et anarcho-syndicalistes de tous les pays de lui montrer qu'il se trompe.

La campagne de meetings, entreprise actuellement par la Fédération Parisienne et dont l'objet est la dénonciation des multiples atteintes gouvernementales à la liberté individuelle, nous a convaincu, qu'en général, on se trompe lourdement lorsqu'on prétend établir les causes de la répression actuelle.

Cette répression a un sens de classe que rien ne saurait dissimuler. Cependant, nous demandons, les affaires Hanau et Almanzi, qui montrent, il est vrai, le degré d'abjection où la police est tombée sous notre 3^e République, ne sont-elles pas une preuve que les mauvais coups des policiers sont dirigés sur tous, sans distinction ? Il faut faire justice de cette erreur. D'une part, à y regarder de près, ces deux affaires ont une allure politique indéniable ; la première en ce qu'elle met en cause certains hommes politiques qui sont l'ennemi et les soutiens du régime ; la seconde, parce qu'elle se greffe sur une affaire touchée où la police d'Etat peut avoir joué le rôle qu'on lui connaît. D'autre part, ces épisodes, graves, sans doute, de l'histoire de notre temps, ne doivent pas être jugés à proportion du scandale qu'ils ont provoqué. Leur importance vient en partie du bruit que la presse a fait autour d'eux pour des raisons diverses, mais dont la moindre n'est peut-être pas, au moment où sevit la répression antiouvrière et où un pseudo-complot est à l'insurrection, de créer une confusion et une diversion dont les bénéficiaires, en dernière analyse, les politiques au pouvoir. Ces scandales ne sauraient, en tout cas, faire oublier le sens politique de la répression.

Ce sens ne doit pas échapper. Faute de le comprendre, on s'expose à mal interpréter les causes de toutes ces violations juridiques auxquelles nous assistons et, parlant à mal de l'action qu'on entend mener pour la défense des victimes.

Ces violations répétées et systématiques sont-elles dues à un affaiblissement de l'Etat ? Elles le sont, en ce sens que la police gouvernementale, à l'action de telle ou telle équipe gouvernementale, a permis à Chippie ? Certains le prétendent avec un semblant de raison. Et cependant, s'il est vrai qu'on puisse accuser certains hommes politiques à tendances fascistes, il faut encore expliquer pourquoi de tels hommes ont pu au pouvoir et y rester en dépit des attaques plus ou moins véhémentes des partis de gauche.

Il y aurait d'ailleurs bien des réserves à faire sur la sincérité de ces attaques. Elles n'empêchent pas, en tout cas, radicaux et socialistes de collaborer, au Parlement et dans les Commissions, avec le Gouvernement et ses représentants. On n'exagère pas en disant que l'expérience Tardieu se poursuit, elle se poursuit, comme elle l'a été, sans velléité d'opposition véritable. Il semble que la bourgeoisie tout entière soit avec lui, sans bien entendu les attitudes qu'exige la position électorale. On a fait observer que, politiquement et de l'aveu même des deux ministres, le programme de Tardieu diffère peu de celui de Chippie. C'est en fait la venue de ce dernier au pouvoir aurait mis un terme à la répression policière ? Aux apparences, rien n'eût été changé.

L'expérience des gouvernements socialistes en Angleterre et en Allemagne ne doit pas être oubliée (chacun sait comment Mac Donald travailla aux Indes et Zorziel à l'égard de l'Inde) nous devons nous méfier d'illusions dangereuses qui tend à faire croire qu'un changement du personnel parlementaire ou gouvernemental amènerait un retour à la légalité. Il faut le répéter : la répression est une nécessité actuelle de tous les Etats capitalistes menacés par les puissances révolutionnaires. Non pas que nous surestimions celles-ci ou que nous voyions pour demain leur triomphe ; mais nous ne pouvons refuser de considérer certains indices graves de la décomposition des régimes bourgeois.

Les Gouvernements ne s'y trompent pas. Ils n'ignorent pas l'existence d'une minorité révolutionnaire qui, quoique divisée, n'en est pas moins dangereuse. Ils ne veulent pas qu'elle prenne l'initiative, par les leçons qu'elle a pu tirer de l'expérience russe et de ses propres échecs, par son application à connaître les faiblesses de son ennemi et qui tiennent dans la structure même du capitalisme. Mais, par dessus tout, les gouvernements savent qu'ils ont tous les jours sous les yeux des contradictions formidables du capitalisme actuel qui se traduisent par un chômage croissant, par une aggravation des antagonismes internationaux, par des troubles coloniaux et, par conséquent, par la préparation générale à la guerre.

Or — et ceci nous ramène à la discussion — la bourgeoisie veut être libre de préparer sa guerre, comme elle veut être libre d'exploiter les travailleurs. Dans l'impossibilité congénitale où elle se trouve de rationaliser son économie, elle se trouve obligée de traquer tous ceux qui d'une manière quelconque menacent son pouvoir, soit qu'ils se dressent contre l'exploitation, soit qu'ils la dénoncent les préparatifs de la guerre impérialiste et luttent ouvertement contre le retour de celle-ci. On oublie trop souvent, la bourgeoisie s'accorde de libertés que dans la mesure où elle ne compromet pas le profit qu'elle entend tirer de l'exploitation des travailleurs. C'est la précision qui apparaît le mensonge de la démocratie. Les anarchistes l'ont cent fois démontré. De même (Proudhon et Marx l'ont démontré lumineusement) que la transformation de l'Église en un service au service des privilégiés et des maîtres, ou même l'inauguration des régimes démocratiques correspond à une utilisation meilleure des forces du prolétariat dans la période contemporaine. Ces régimes démocratiques, avec la somme de libertés qu'ils comportent, ont surtout donné vie et se développer que dans la mesure où ils restent l'auxiliaire du capitalisme. Le jour où le jeu de l'institution tourne à la confusion de son bénéfice, c'est-à-dire le jour où sa raison d'être disparaît, l'institution doit disparaître. Ce sont les leçons de l'histoire que nous devons nous rappeler.

Un beau spectacle, ce sera celui des Adorateurs du Sacré-Cœur.

Combien de vieilles gougnolles tantôt de la langue et du médium gouteux l'extase divine, en ce jour de béatitude flicheste.

Les Pâques seront-elles joyeuses, pour tout le monde ?
S'en fera.

Souls les fabriciens et les bedouars, et toutes les autres variétés de chanoines et de prestolites, pourront se féliciter pleinement de cette journée. Car la recette pascalle leur suffira, pour leur assurer la vie d'ouïllarde et pépère, que mènent, tous les gens d'Eglise.

Pour les prolats, c'est plutôt un temps d'infortune.

Il est le terme, le chômage, les grèves, toutes sortes de perspectives, qui ne sont guère réjouissantes.

Georges RANDAL.

la plus entière franchise », de donner les apaisements qu'on attend, les promesses qu'on attend, de préférer les mensonges qu'on attend...

Ainsi le veut la règle du jeu parlementaire. L'erreur d'un révolutionnaire serait précisément de respecter la règle du jeu, car se défendre, mais le caprice bien les violences actuelles ne sont que le fait de personnalités et l'on a raison de poursuivre celles-ci sur le terrain de la loi. Ou bien, elles ne sont qu'une des manifestations de la force bourgeoise et alors c'est celle-ci qu'il faut attendre non pas en l'assignant devant le juge de paix (suspens et à juste titre) mais en lui livrant bataille sur le terrain solide de la lutte de classes.

« La Société se défend », tel est le titre d'une série d'articles parus dans un journal à la gloire de la police. La formule est exacte, sauf à y changer un mot, car ce n'est pas la société — mot vide de sens — qui se défend, mais le capitalisme. S'il lui faut, dans un pareil moment, oublier quelque peu le chiffon de papier d'une déclaration de principe ou d'une constitution, ne doutons pas que beaucoup de petits bourgeois du pays des Droits de l'Homme et du Citoyen en soient offensés, mais ne doutons pas davantage qu'une telle disposition soit, au demeurant, inefficace.

Entre eux et nous, disait le sinistre vieux, c'est une question de force. C'est la vérité même. Explicable seulement par la force, la répression ne peut être vaincue que par la force. Croire qu'une évasion des grands principes suffira à la faire reculer est une duperie. Appliquer la Liberté (avec majuscule) au secours, c'est se prêter à l'entourage d'une « grue métaphysique ». Car il est bien vrai que la liberté ne peut exister dans un régime dont la raison d'être est d'exploiter en brimant. Seul un régime égalitaire où chacun serait assailli contre les entreprises du capital et pourrait travailler sans crainte de se voir spolié du produit de son travail ; seul un régime qui aurait détruit l'Etat, dont le rôle historique est d'assurer l'asservissement de l'exploitation des travailleurs, pourrait instaurer une vraie et complète liberté. Voilà pourquoi toute lutte pour la liberté individuelle doit se mener, si elle est logique, en une opposition révolutionnaire contre le régime. La meilleure manière de combattre l'arbitraire bourgeois est de renforcer les organisations de lutte de classes qui, seules, pourront faire revivre la liberté après qu'elles auront abattu le capitalisme et ceux qui le servent.

LASHORTES.

JOYEUSES PAQUES

Je ne sais, si vous en doutez, mais nous sommes depuis plusieurs jours déjà dans la Semaine Sainte.

Vendredi, dans toutes les paroisses, on célèbre la mort du Christ. Dimanche, ce sera la fête de la résurrection de Notre Seigneur.

Ce sont de bons jours, ce ceux de cette semaine, pour la gent prête.

On va remplir les escarcelles de la confrérie.

Pour les escrocs de l'Eglise, les Pâques sont toujours fleuries.

Nous sommes donc en plein temps pascal.

Comme l'Eglise pressent de se purifier, au moins une fois l'an, le moment est venu où tous les faiseurs, banquiers, maronniers, voleurs de la haute, commerçants vœux — vont à confesse.

Ils font leurs Pâques, comme d'autres font l'inventaire.

C'est une habitude.

Les frocarts, oblats et capucins de tout acabit, du haut en bas de la famille, de Sa Sainteté le Pape au plus humble vicar de campagne, tous sont admirables de componction et de piété fervente.

Ils brandissent les amonitions pour ratiboiser les écus de leurs ovailes.

On a remis le mobilier sacerdotal à neuf.

On a remis au fond de la sacristie pénombrales, les dais miteux, qui commencent leurs entrailles de bourre, on a relégué les saints ciboires et les patènes vert de gris au magasin des accessoires.

Les confessionnaux, ces boîtes ténébreuses qui sentent l'aigre, où des abbés, aux sens de mulotier chuchotant des obscénités aux impures de 12 ans, ont été batagés, et vernissés à neuf.

On a rajusté, aussi les cotillons et les amicts et les basoiles.

Vendredi, après s'être lavés de mercuries de lentilles copieuses, les biglottes surannées et les demoiselles de sacristie, et les gîtions de jésuites, se presseront aux répres.

Les hommes noirs sont industrieux. Ils tendent la main pour la mort, du Nabi Galiléen, et ils en « redemandent quand il ressuscite. Ce sont bien les plus après des maîtres chanteurs.

Que de pamoisons, vendrê et dimanche, chez les diuignes mangeuses d'eucharistie.

Un beau spectacle, ce sera celui des Adorateurs du Sacré-Cœur.

Combien de vieilles gougnolles tantôt de la langue et du médium gouteux l'extase divine, en ce jour de béatitude flicheste.

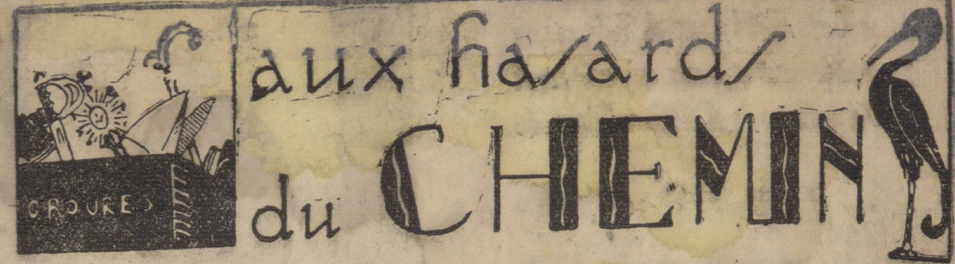
Les Pâques seront-elles joyeuses, pour tout le monde ?
S'en fera.

Souls les fabriciens et les bedouars, et toutes les autres variétés de chanoines et de prestolites, pourront se féliciter pleinement de cette journée. Car la recette pascalle leur suffira, pour leur assurer la vie d'ouïllarde et pépère, que mènent, tous les gens d'Eglise.

Pour les prolats, c'est plutôt un temps d'infortune.

Il est le terme, le chômage, les grèves, toutes sortes de perspectives, qui ne sont guère réjouissantes.

Georges RANDAL.



A L'ASSASSIN !

Prenant prétexte d'un innocent article, paru dans le *Libertaire*, à l'occasion de la mort de Primo de Rivera, un gendarme de l'Ami du Peuple, parle de provocation à l'assassinat, et demande des sanctions.

Que fait le *Parquet* ? demande-t-il.

Ce gendarme, montrant un sile véritablement excessif, nous fait bonne mesure d'épithètes malséantes : Sinistre, ignoble, crapuleux.

Nous n'en espérons pas tant. L'article provocateur, par quoi, il a cru, de son devoir de bon domestique, de signaler le *Libertaire* aux foudres judiciaires, n'est pas seulement odieux, il est idiot, ce qui est pis. Il témoigne de la sottise incommensurable du flic amateur de l'Ami du Peuple.

Lors de la mort de Primo, bourreau espagnol, le *Libertaire* exprima le regret qu'il ne fût par mort d'une façon plus symbolique.

Est tout.

Entre nous, ce regret, pour impie qu'il soit, constitue-t-il un délit ?

Le café de l'Ami du Peuple ne s'embarasse pas de tant de logique. Avec une ostensible forfanterie il crie à l'Assassin. Il s'étourdit que les pieds plats de la magistrature ne s'émouvent pas plus diligemment d'une aussi atroce provocation.

Effectivement, si on veut bien le suivre jusqu'au bout de ses déductions, on s'avise, que l'article en question n'est rien moins qu'une provocation à l'assassinat... d'un mort.

Au secours ! On est en train de tuer le machabée.

Notre scyphopathe trouve que nous n'avons pas assez vu les faces à gifles des enjuponnés de la 13^e Chambre. Il lui plairait que nous répressions langue avec Brelling et son semblant coadjuteur, le jésuite Cassagneau.

Cela ne sera pas, pour cette fois, probablement.

A moins que le *Parquet*, soucieux d'innover, et d'ajouter au Code, une nouvelle infamie, veuille bien, prêtant une oreille complaisante aux obligations des jean-foutres de l'Ami du Peuple, nous poursuivre pour avoir provoqué à l'assassinat d'un mort.

Pour ce temps de rationalisation nous manquons de joyeux brins.

A cette occasion seulement le feuilletoniste de Coty, en aurait pour ses frais de mouchardise.

Du reste, à l'Ami du Peuple, tous les collaborateurs, sont des hystériques de la dénonciation.

Selon le mot de Chamfort, on peut dire, que tous les rédacteurs Coty en tête, y font pour leur patrie, ce que Brutus n'aurait pas voulu faire pour la sienne.

On y délale, on y cafarde, on y diffame sans trêve, ni répit.

C'est la grande entreprise de mouchardage, à dire d'experts.

Le Romanichel.

MYSTERE

Le plan Young qui écrase le prolétariat allemand d'un tribut formidable de 116 milliards à payer en 58 ans a été voté à la Chambre des députés par 517 voix contre 9.

Or, fait troublant, la fraction communiste du Parlement tout en votant contre, n'a élevé envers ledit plan aucune protestation. Le secrétaire du parti, devant la faute commise a cru bien de faire paraître un placard en 6^e page de l'*Humanité*, promettant de faire connaître les raisons de ce silence après une sérieuse enquête.

Seulement, voilà, nous dira-t-on jamais les raisons réelles de ce silence au sujet du plan Young ?

STATISTIQUE

D'après les données récemment publiées par le sous-secrétaire de l'Economie nationale, nous apprenons que le mouvement de la population dans les 90 départements était de :

	1928	1929
Mariages	339.014	333.441
Divorces	18.822	19.353
Naissances	745.315	728.549
Décès au-dessous d'un an	68.100	68.401
Décès au total	675.110	741.104
Excédent des naissances	70.205	12.564

Voilà des chiffres qui ne peuvent nullement nous mécontenter, car ils démontrent qu'il y a eu, en 1929 :

1^{er} Plus de 600 millions de moins qu'en 1928 qui se sont passés de permission pour faire l'amour ;

2^e Que 600 de plus ont rompu la lourde chaîne du mariage ;

Et 3^e que les méthodes néo-malthusiennes sont certainement en usage et pratiquées avec succès, puisque il y a eu, en 1929, près de 17.000 naissances de moins qu'en 1928. Cela, malgré l'application rigoureuse de l'odieuse loi de 1920.

Que pense, d'autre part, de ces chiffres, la patriotique Ligue pour la Natalité française ?

IMPRIMATUR

M. L. Dumur, l'auteur scatologique de ces romans superpatroïques qui sont : *Le Bonheur de Verdun*, *Nach Paris* et *Les Défaitistes*, vient d'adapter son *Nach Paris* pour la jeunesse française, et aim de le présenter avec toutes les garanties nécessaires, il en a soumis le texte à M. l'abbé Bethléem.

Tout le monde connaît ce critique catholique, qui, érigé en censeur suprême, décide du haut de son infaillibilité si les romans sont à lire ou à excommunier ; on le connaît d'autant plus qu'obsédé par les choses sexuelles, il se signale jadis à l'attention générale, ayant déchiré à l'éventaire d'un kiosque à journaux des exemplaires d'un journal grivois, dont les petites femmes à poils excitaient son tempérament.

Tout de même, nous serions curieux de connaître par quel L. Dumur a remplacé le viol de la jeune vierge française, qui, dans *Nach Paris*, subit 15 ou 20 assauts des soldats allemands, devant ses parents, et dont le dernier assaillant agrandit le sexe à coups de balomettes ?

EXEGESE

M. Jules Vêran, raconte dans l'*Echo de Paris*, l'aventure survenue à M. Valat, maire bolcheviste d'Alès, lequel s'est vu condamné à 100 fr. d'amende par le tribunal correctionnel de Nîmes pour avoir dérobé aux gendarmes, lors d'une manifestation, l'épithète de « Hirondelles de Paul-Boncour ».

Une chose qui nous étonne de la part de l'échoir, c'est de lui voir demander l'origine de cette appellation, considérée par le tribunal comme une insulte ; il a été toujours de mise d'appeler les pandores des « Hirondelles de potence » ; d'autre part, l'*Humanité* a coutume d'appeler les gendarmes *Enfants de Paul-Boncour*, de là à mélanger les deux phrases, il n'y a qu'un pas, et c'est peut-être par cette appellation que Paul-Boncour rentre dans l'histoire.

Voilà une anecdote à ajouter à l'exégèse des lieux communs de L. Bloy.

INDIGNATION

M. Piétri, ministre des Colonies répondait à M. Moutet au sujet de la révolte de Yen bay a dit : « Jamais on ne s'était trouvé en présence de tels attentats : 3 officiers et 4 sous-officiers français tués, la plupart égorés pendant leur sommeil sous les yeux de leurs femmes et de leurs enfants... »

M. Piétri, se trompe quand il affirme que jamais on n'avait constaté pareils attentats ; il y a fort longtemps que les Français et les sous-colonisateurs n'hésitent pas à massacrer les indigènes et certains par sadisme font même exprès de le faire devant leurs parents.

Et puis, dans le fond, qu'allait donc faire en Indochine ces officiers et sous-officiers français ? Il me semble qu'ils avaient envahi le territoire des indo-chinois et qu'en bons patriotes ceux-ci s'en sont débarrassés, car enfin, il y a peut-être des patriotes en Indochine !...

SOUSCRIPTION

L'avions-nous assez écrit qu'il ne fallait pas se laisser prendre à la force des souscriptions. L'*Humanité* a constaté que les sous-cours s'élevaient distribués aux sinistres du Midi que dans la mesure où ceux-ci avaient certaines opinions politiques et il paraît que ces dames de la Croix-Rouge française se renseignent près des patrons avant de dénouer les cordons de la bourse.

D'autre part, 2 millions seulement ont été distribués pour le *Tarn* et *Garonne*, alors que ce département a droit d'après les sinistres à 57 % de la souscription dont le montant s'élève à 40 millions.

Il faut dire que le président de la souscription est le général Pau, et que celui-ci n'ayant qu'une main, pourra beaucoup moins se servir qu'un président-ayant deux mains, à moins... à moins... qu'il ne se fasse aider par son ordonnance.

HISTOIRES DE CURES

M. Pascal Gauthier, ancien prêtre, a été arrêté à Narbonne, pour escroquerie. Se croyant encore ecclésiastique il avait quéché chez de nombreux commerçants, se disant le représentant d'une association de fonctionnaires.

Que n'était-il resté curé, il aurait eu toute latitude de se livrer à son petit commerce.

Un de ses collègues M. le curé doyen de la paroisse Saint-Jacques à Tarascon, s'est suicidé de deux coups de revolver. Il est probable que pressé de voir cet *au-delà* dont il entretenait ses ouailles depuis de fort nombreuses années, il n'ait trouvé que ce moyen expéditif de connaître le paradis, le malheureux s'est trompé tout de même, puisque canoniquement, il n'aura droit qu'à aller en enfer.

A moins que nous nous trompiions, et qu'un simple chagrin d'amour n'ait poussé ce chaste à désertir notre planète !

RIVALITE

C'est maintenant un fait accompli et ne tenant aucun compte des protestations intéressées des édiles de la municipalité montpelliérine, Marseille va avoir, elle aussi une Faculté de Médecine.

Les protestations de la ville de Montpellier n'étaient nullement fondées d'ailleurs sur les intérêts de la science ou des étudiants, il s'ag

